



Foro económico internacional: Perspectivas de crecimiento económico en África occidental / International Economic Forum: Economic growth prospects in West Africa / Forum économique international : Perspectives de croissance économique en Afrique de l'Ouest

Les participants à ce forum conviennent que l'Afrique devrait mieux utiliser ses ressources pour faire face aux opportunités et aux difficultés que présente sa démographie et à la situation particulière de chacun des 55 pays qui la composent et de l'espace régional que ces pays occupent.

Plusieurs pays africains redéfinissent leurs stratégies et réforment leurs secteurs productifs, influençant la transformation et l'industrialisation sur le terrain, les partenariats publics-privés (notamment en ce qui concerne les grandes infrastructures) et la formation et le transfert de *know-how*, surtout chez les jeunes. Les autres questions sur lesquelles nous devons travailler sont la gouvernance, la lutte contre la corruption, la sécurité juridique et l'intégration africaine, ainsi que penser à mettre en place des projets régionaux et pas seulement nationaux.

Pour sa part, l'Espagne est en train de concevoir le Plan Afrique, un document agile qui met l'accent sur l'internationalisation des entreprises espagnoles et le renforcement des capacités africaines, la paix, la sécurité et la coopération avec le continent. Les îles Canaries souhaitent que le Plan Afrique soit utilisé comme plate-forme pour la politique étrangère africaine et que l'Afrique soit une priorité espagnole.

L'Union Européenne a un nouveau plan d'investissement étranger très centré sur l'Afrique, annoncé à Abidjan en novembre dernier. Il récupère la facilité de faire des investissements en Afrique et la complète avec une nouvelle ligne de garanties financières pour 1.500 millions d'euros, pour pallier le manque de développement juridique et encourager la participation du secteur privé. L'idée est de mobiliser 44.000 millions d'euros dans les années à venir.

L'Afrique, et en particulier la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), demande des investissements et une coopération de l'Espagne, principalement en matière de formation et de financement d'infrastructures et de machines susceptibles de favoriser l'industrialisation. Il est essentiel d'explorer la manière d'exporter du matériel et des machines vers l'Afrique et de faire face à la formation et à l'autonomisation des Africains pour faire face à une

transformation industrielle. La transformation économique du continent est impérative: l'Afrique est la moins industrialisée des continents. En outre, il est souligné que les PME peuvent fournir des technologies et créer des emplois, ce que les multinationales ne font pas, en général. Une relation plus directe entre le secteur privé africain et espagnol et de meilleures liaisons aériennes et portuaires entre l'Afrique et l'Espagne est également demandée, en particulier dans le cas des îles Canaries.

La croissance a été, pour le moment, exclusive en Afrique. Cela là généré par le pétrole, le cacao ou les mines, mais échappe aux acteurs qui ne participent pas à ces secteurs. La croissance n'a pas été inclusive jusqu'à présent. En plus, 50% de la population africaine est jeune et en croissance et, doit pouvoir avoir des offres d'emplois, une formation de qualité et des expectatives.

Parallèlement à l'industrialisation, la revalorisation de l'agriculture doit être un autre axe de croissance et de création d'emploi en Afrique, notamment chez les jeunes. Et un espace de libre circulation des biens, des entreprises et des peuples africains et pour les africains doivent être misse en place. Des mesures sont actuellement prises, telles que la création de la Banque africaine d'investissement et un Fond Monétaire africain et la création de la Bourse africaine. Il n'y a pas d'autre alternative pour l'Afrique sauf l'intégration.

De plus, pour stopper l'immigration, il faut transformer les matériaux africains in situ, parier sur l'agriculture et travailler sur une réelle intégration, entre autres.



AYUNTAMIENTO DE
Las Palmas de
Gran Canaria

PROJECT
COFINANCIÉ
PAR L'UNION
EUROPÉENNE

ÁConfi
AFRICA

MAC 2014-2020
Cooperación Territorial

Interreg
Fondo Europeo de Desarrollo Regional

